



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 3334

Texte de la question

INSÉCURITÉ

Mme la présidente. La parole est à M. Pierre Lasbordes, pour le groupe RPR.

M. Pierre Lasbordes. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur.

Agressions physiques et verbales (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), violences urbaines, vols à la tire...

Mme Odette Grzegorzulka. Changez de disque !

M. Pierre Lasbordes. ... sont autant de formes d'insécurité que subissent quotidiennement nos concitoyens.

Les chiffres communiqués hier par Jean-Paul Proust, préfet de police de Paris, sont consternants. La délinquance explose dans les transports en commun, avec une augmentation des délits de 24,3 %.

M. Lucien Degauchy. Merci la gauche !

M. Pierre Lasbordes. Les sous-sols de la capitale n'ont pas été épargnés, malgré les efforts importants entrepris par la RATP pour lutter contre cette violence mobile, inégalement répartie dans la capitale.

Les chiffres, bien que sous-estimés, restent inquiétants. Une infraction sur dix est commise dans le métro. Les vols à la tire, caractéristique de la délinquance dans la capitale, progressent de 39 %, tandis que les vols avec violence sont en hausse de 33 %. Les agressions contre les agents de la RATP, dont nous saluons le courage et l'abnégation, ont augmenté de 9 %.

Ne nous répondez pas que les agressions verbales et incivilités ont baissé. Car nous, nous parlons de vols avec violence.

La sécurité des usagers de la RATP, ainsi que celle de son personnel, n'est absolument plus assurée.

Vous nous aviez annoncé ici même que la sécurité était une priorité de votre gouvernement. Mais les chiffres démontrent, une fois de plus, qu'il n'en est rien. La sécurité n'est pas pour vous une priorité, reconnaissez-le !

Vous donnez le sentiment, monsieur le ministre, de vouloir gérer l'insécurité, alors que les Français...

M. Lucien Degauchy. Il cherche à les endormir !

M. Pierre Lasbordes. ... vous demandent tout simplement de rétablir la sécurité.

Comment expliquez-vous un tel échec ? Quelles mesures concrètes entendez-vous prendre pour remédier à ces problèmes et restaurer enfin l'autorité de l'Etat ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et sur quelques bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.*)

Mme Odette Grzegorzulka. Quel culot !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, une nouvelle fois, je vais dire...

M. Maurice Leroy. Rien !

M. le ministre de l'intérieur. ... que la sécurité est effectivement une priorité. (*Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.*)

La lutte contre l'insécurité doit mobiliser toutes les énergies, tous les acteurs de la société. Bien entendu, la police est en première ligne,...

M. Lucien Degauchy. Pas le ministre de l'intérieur !

M. le ministre de l'intérieur. ... avec la justice, afin d'avoir une chaîne pénale efficace.

Toutefois, vous reconnaîtrez que l'on est face à des délinquants parfois très jeunes...

M. Philippe Auberger. Réformez l'ordonnance de 1945 !

M. le ministre de l'intérieur. ... et que cette situation implique la mobilisation d'autres acteurs de la société.

Bref, nous devons, tous ensemble, nous mobiliser contre l'insécurité.

Vous avez évoqué les chiffres de la délinquance à Paris. Certes, le nombre des infractions constatées en 2001 - 311 604 - est plus élevé que ceux des années précédentes, mais il n'atteint pas le chiffre record de 1994, qui s'établit à 312 835 infractions commises à Paris en une seule année. (« Très juste ! » sur les bancs du groupe socialiste.)

La hausse globale par rapport à 2000 est de 5,39 %, c'est-à-dire moindre que celle concernant l'ensemble du territoire.

M. Lucien Degauchy. Tout va bien !

M. le ministre de l'intérieur. Néanmoins, c'est un sujet préoccupant, d'autant qu'il s'agit souvent, comme vous l'avez dit, d'agressions, de vols, à la tire notamment, commis dans des lieux publics et qui sont de nature - je pense particulièrement aux vols de portables - à gonfler les chiffres des statistiques et à perturber la vie de nos concitoyens.

Cela dit, au second semestre, il y a eu un infléchissement sensible par rapport au premier semestre - la hausse a faibli, pour atteindre 3,53 % -, ce qui constitue un élément encourageant.

De surcroît - et je pense que vous l'avez vu, monsieur le député - les chiffres publiés par la préfecture de police et le préfet Jean-Paul Proust montrent que, au mois de janvier, du fait d'une mobilisation considérable de la police nationale à Paris, d'un partenariat efficace avec la mairie de Paris...

M. Pierre Lequiller. Ça ne marche pas !

M. le ministre de l'intérieur. ... - la municipalité a créé des postes pour permettre le redéploiement des policiers dans les quartiers -, l'augmentation de la délinquance a été contenue (*Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants*), puisque les pourcentages n'ont pas bougé !

M. Claude Goasguen. Baratin !

M. le ministre de l'intérieur. Au lieu de critiquer les policiers, qui méritent autre chose (*Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants*), qui doivent être encouragés - et les Français n'apprécient pas que vous mettiez en cause le travail des policiers (*Mêmes mouvements sur les mêmes bancs*) -, vous feriez mieux, monsieur le député, notamment en tant qu'élus, de participer à la lutte contre l'insécurité à travers le partenariat que le Gouvernement appelle de ses vœux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lasbordes](#)

Circonscription : Essonne (5^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3334

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : intérieur

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 février 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 14 février 2002